

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

Présentation des comptes 2013 de l'Etat de Genève

Jeudi 3 avril 2013

www.ge.ch/finances

Un résultat 2013 légèrement positif

en millions de francs

Comptes individuels	Comptes 2012*	Budget 2013	Comptes 2013
Revenus de fonctionnement	8'431	8'794	9'179
Charges de fonctionnement	8'905	8'825	9'123
Résultat net	-474	-32	56

* avec corrections d'erreurs IPSAS 3

Éléments de satisfaction

Le léger bénéfice 2013 éloigne à court terme le "spectre" du frein au déficit

La réserve conjoncturelle reste dotée de 567 millions de francs

Les charges ordinaires sont sous contrôle

Charges de personnel **3 millions en-dessous du budget**

Dépenses générales **5 millions en-dessous du budget**

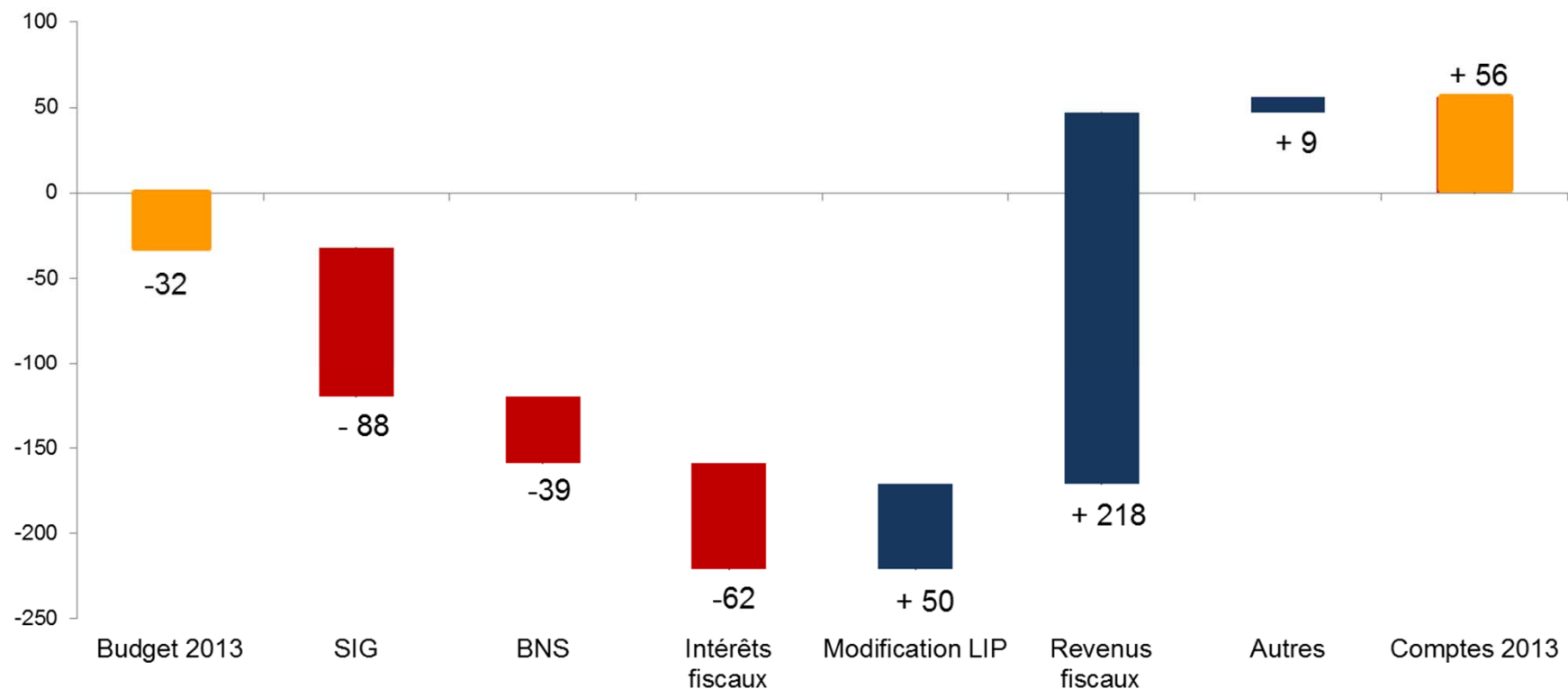
Subventions **léger dépassement (+0,2%) dû à l'aide sociale**

Faits marquants



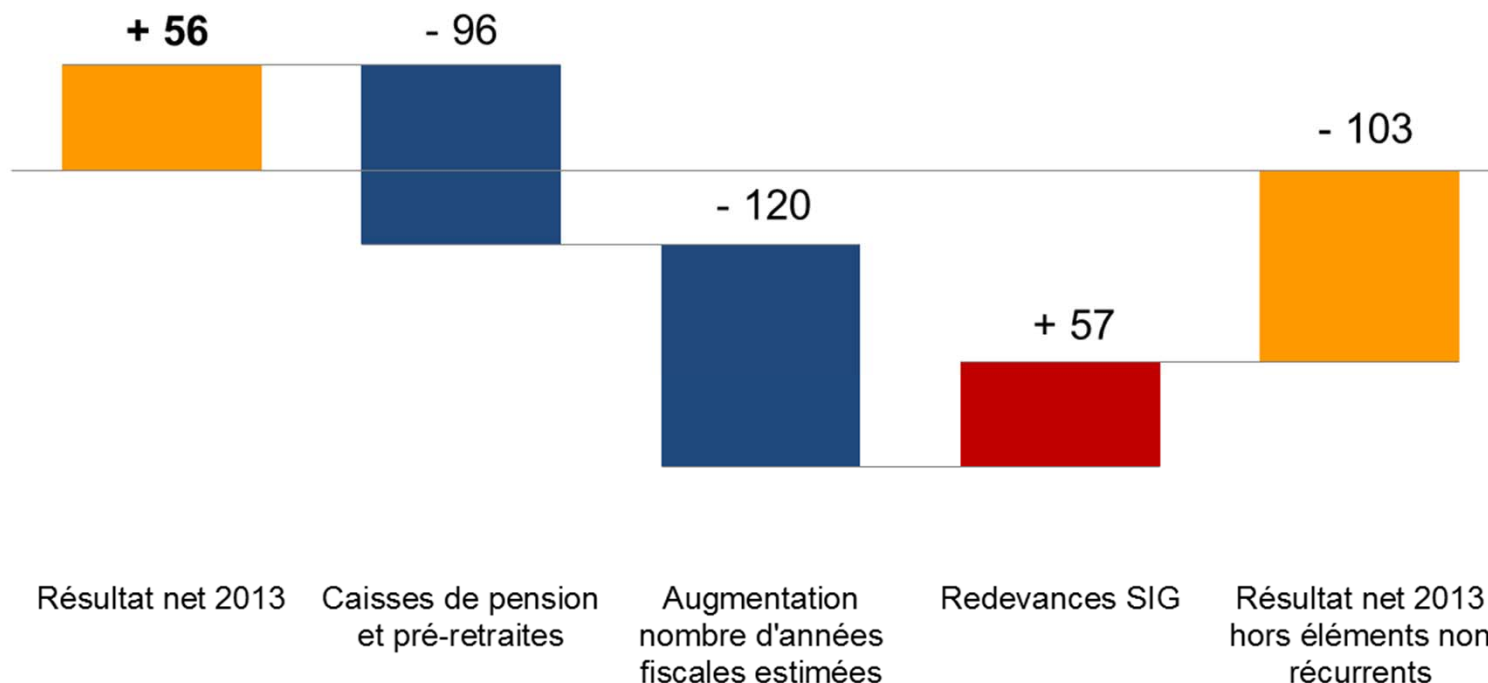
Du budget aux comptes individuels 2013

Divers éléments expliquent la variation du résultat net entre le budget et les comptes



Première insatisfaction (1/2)

Résultat net 2013 retraité des éléments non récurrents

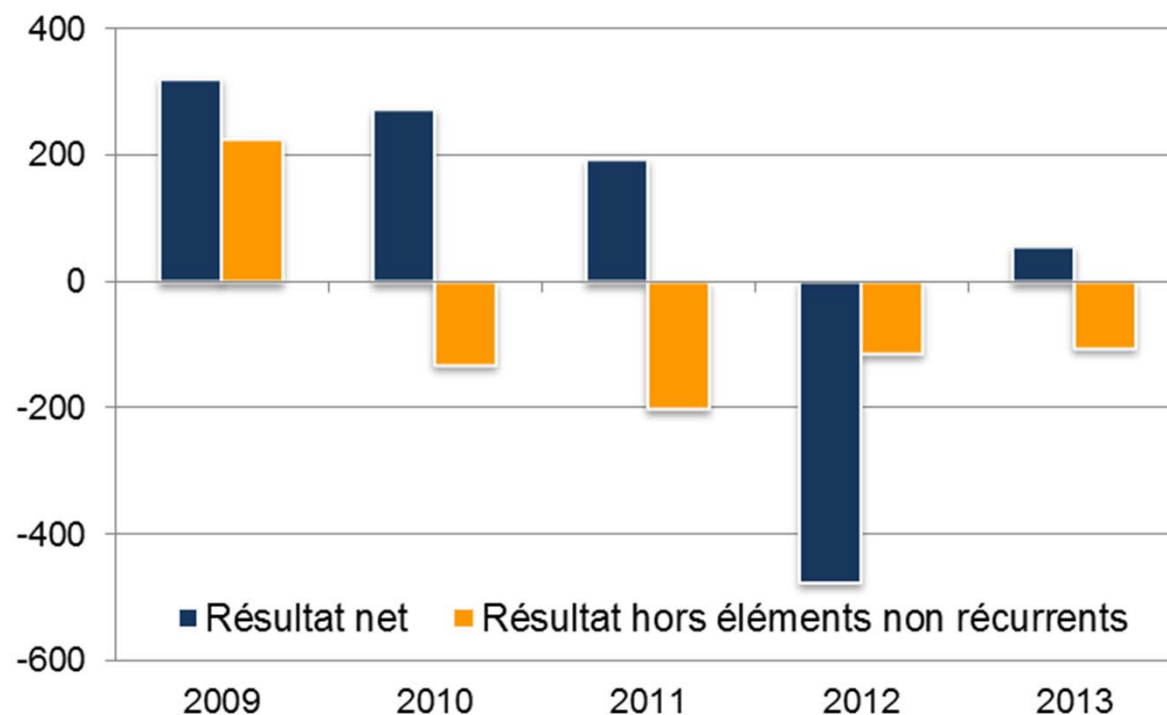


Le résultat est influencé par de nombreux éléments non-récurrents

Sans ces éléments, il serait déficitaire de 103 millions

Première insatisfaction (2/2)

Évolution du résultat net hors éléments non récurrents

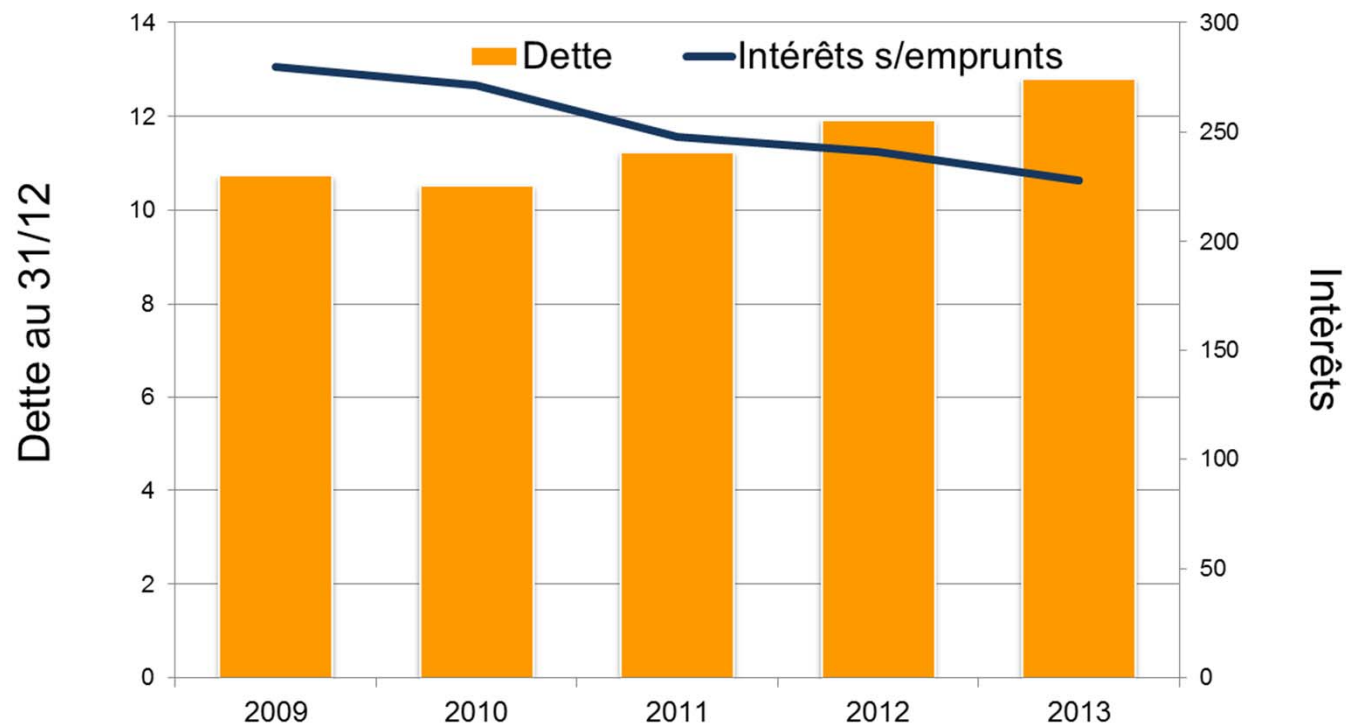


La persistance d'un résultat négatif hors éléments non récurrents est préoccupante, notamment en période de conjoncture favorable

Deuxième insatisfaction : augmentation de la dette (1/2)

en milliards CHF

en millions CHF

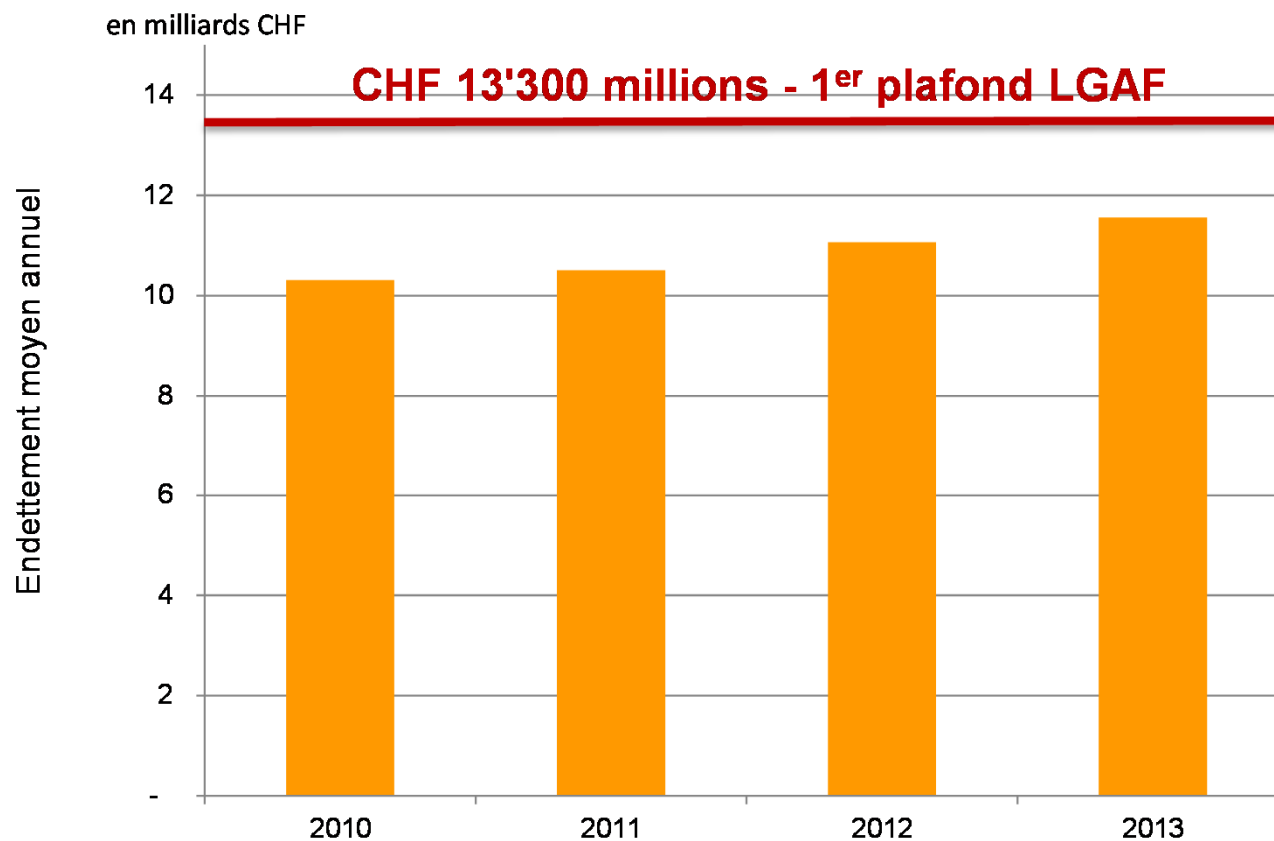


La dette augmente de 0,9 milliard et atteint 12,8 milliards en fin d'année 2013

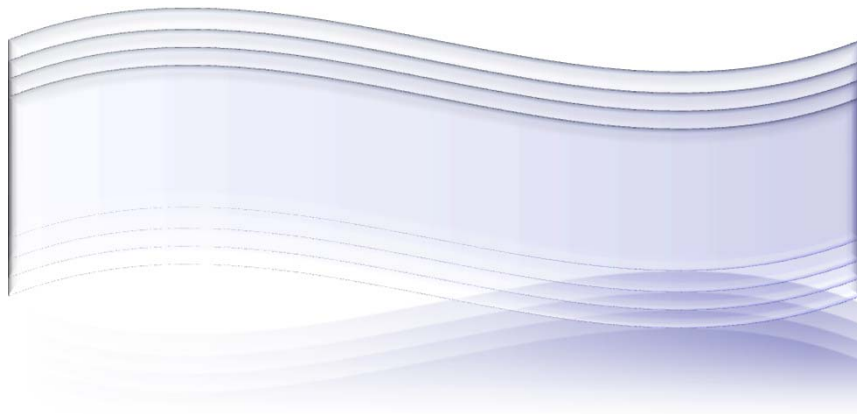
En cause: recapitalisation de la CIA (549 millions) et insuffisance de financement des investissements

La charge d'intérêts recule légèrement à 227 millions

Deuxième insatisfaction : augmentation de la dette (2/2)



L'endettement moyen annuel en 2013, selon la définition du frein à l'endettement prévu dans la LGAF, s'établit à 11,6 milliards



Contexte conjoncturel globalement favorable

Croissance économique

Conjoncture soutenue aux États-Unis (+1,9%) et au Japon (+1,7%)

Redressement en zone euro au 2^e semestre, mais -0,4% pour l'ensemble de l'année

Accélération de la croissance en Suisse : 1% en 2012 et 2% en 2013

Genève : +0,3% en 2011, +1,5% en 2012 et +2,3% en 2013

Marchés financiers

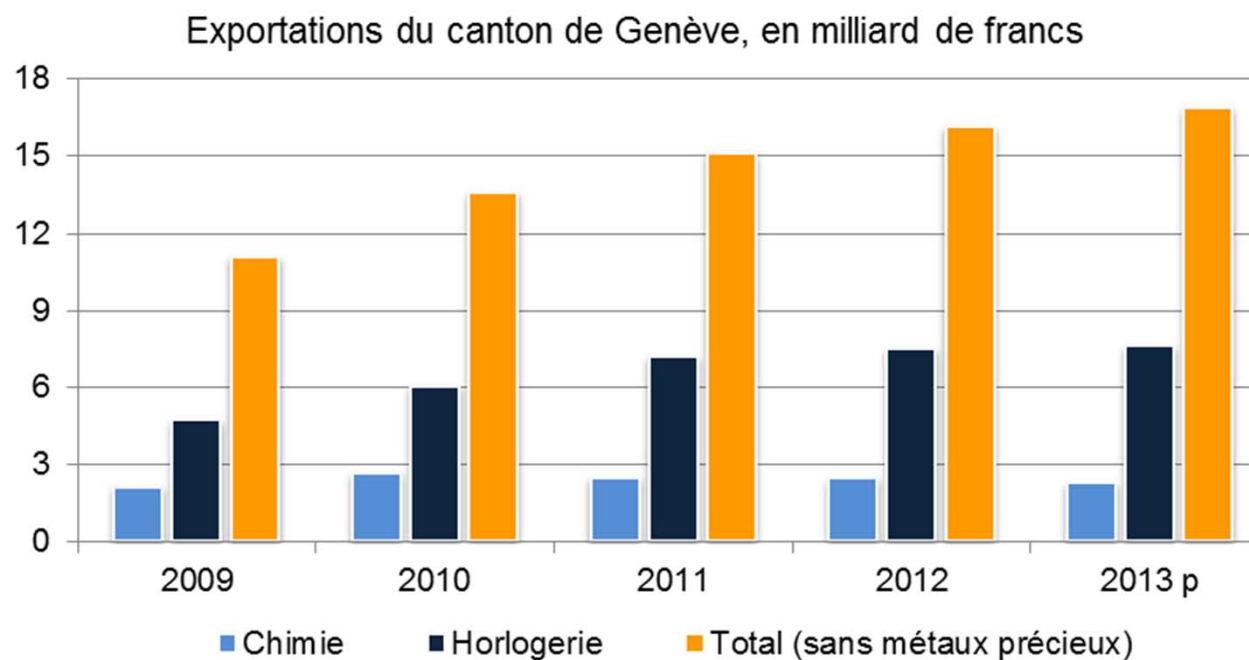
Taux historiquement bas depuis plusieurs années

Poursuite de la hausse de la bourse suisse : SMI +20% en 2013

Indicateurs globalement positifs à Genève

Nette hausse des exportations: +4,7%

Dynamisme du secteur horloger

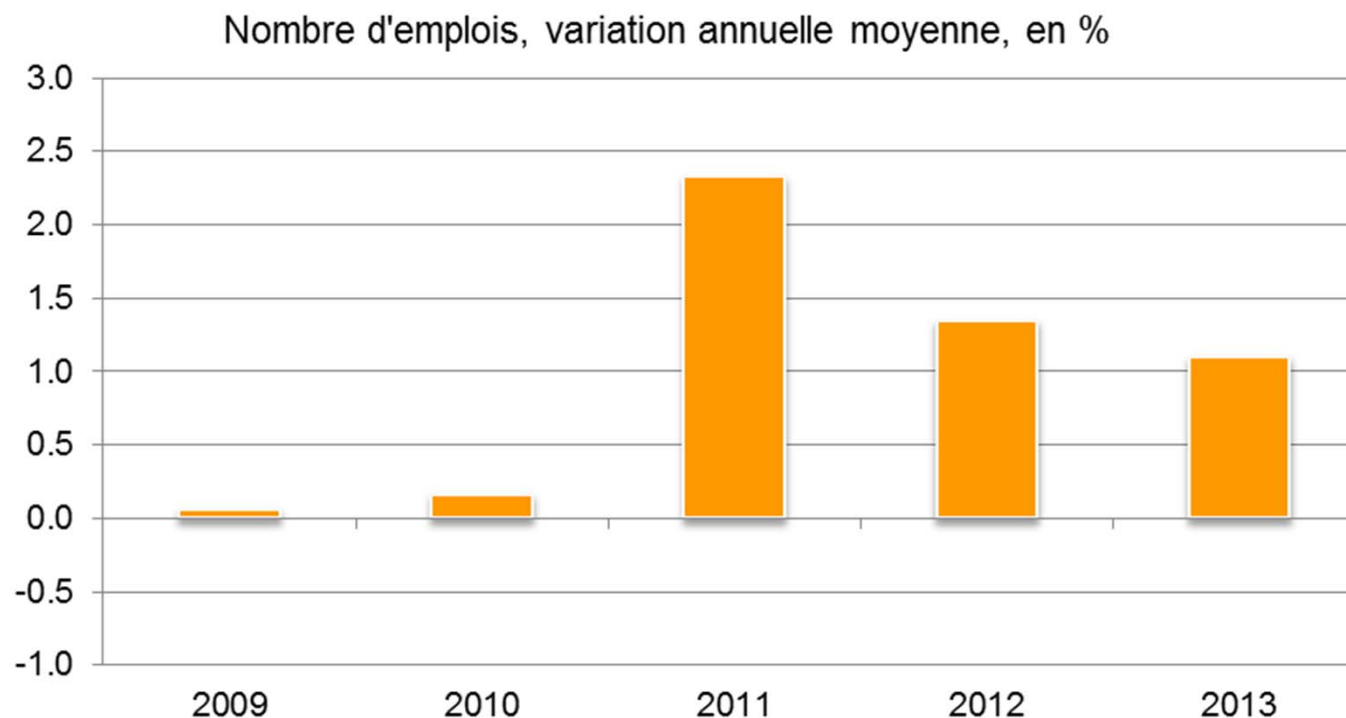


Emploi et chômage: évolutions contrastées

Emplois progression de 1,1% (1,3% en 2012 et 2,3% en 2011)

Chômage augmentation en fin d'année, moyenne annuelle de 5,5% contre 5% en 2012

Masse salariale progression annuelle moyenne de 3,4% (3,5% en 2012)





Progression des revenus

en millions de francs

Comptes individuels	Comptes 2012	Budget 2013	Comptes 2013
Revenus fiscaux	6'407	6'272	6'489
Revenus non fiscaux	1'229	1'206	1'190
Autres produits d'exploitation	503	986	1'256
Produits financiers	292	330	244
Revenus totaux	8'431	8'794	9'179

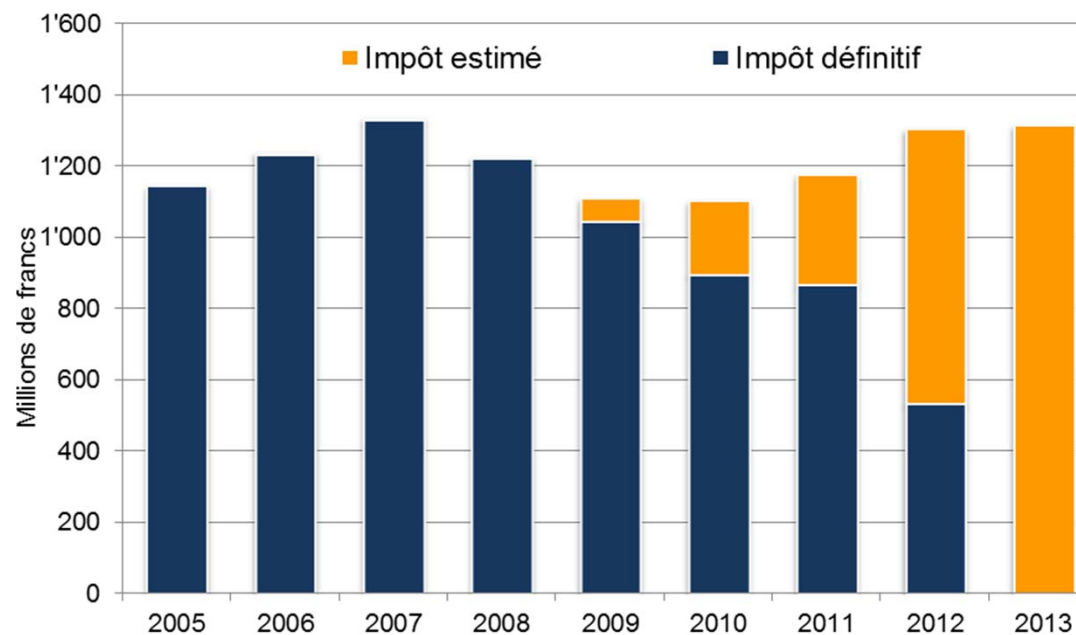
Impôt courant : effet de l'évolution conjoncturelle

L'impôt courant sur 2013 dépasse le budget à hauteur de **115 millions** (+1,9%)

Ce dépassement résulte principalement de l'impôt des **personnes physiques** (+65millions, soit +1,7%) en raison d'une conjoncture plus favorable que prévu

L'impôt courant des **personnes morales** dépasse le budget de **44 millions** (+3,5%)

En restituant les correctifs sur les années correspondantes, l'impôt des personnes morales **tend à stagner** après deux ans de fortes hausses :

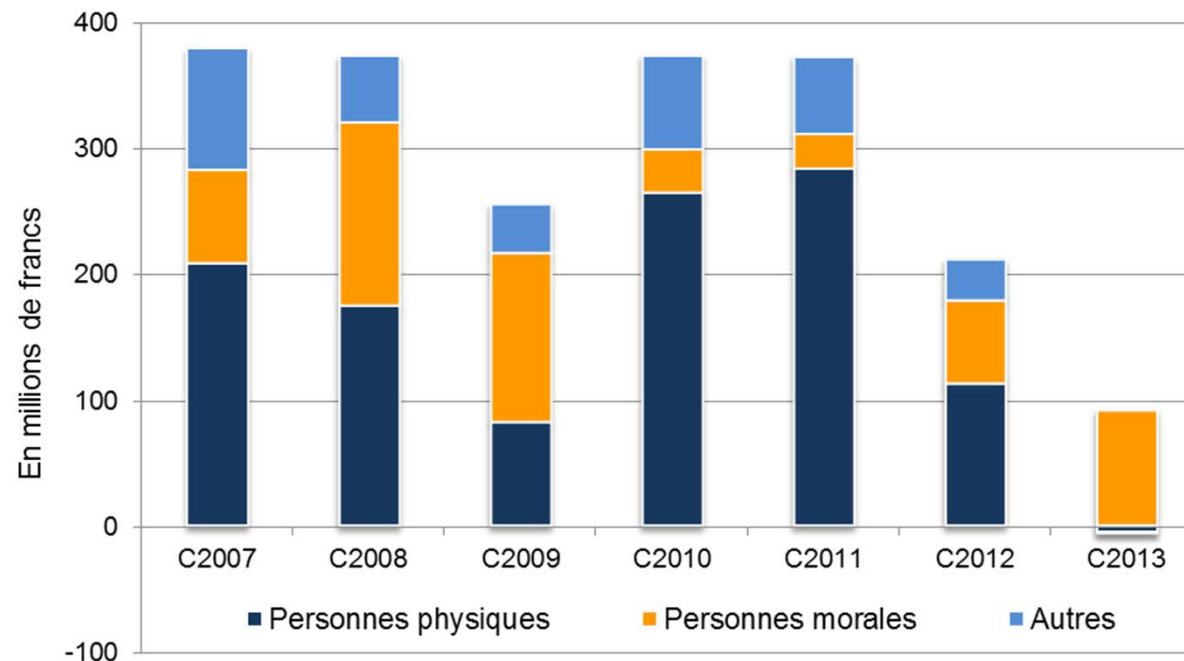


Correctifs d'impôts en baisse

L'amélioration des méthodes d'estimation de l'impôt des PP permet de diminuer dans les comptes les correctifs d'impôts relatifs aux années antérieures

Les correctifs se montaient à 372 millions en 2011 et 212 millions en 2012

Pour 2013, les correctifs se montent à **86 millions**, revenant aux personnes morales

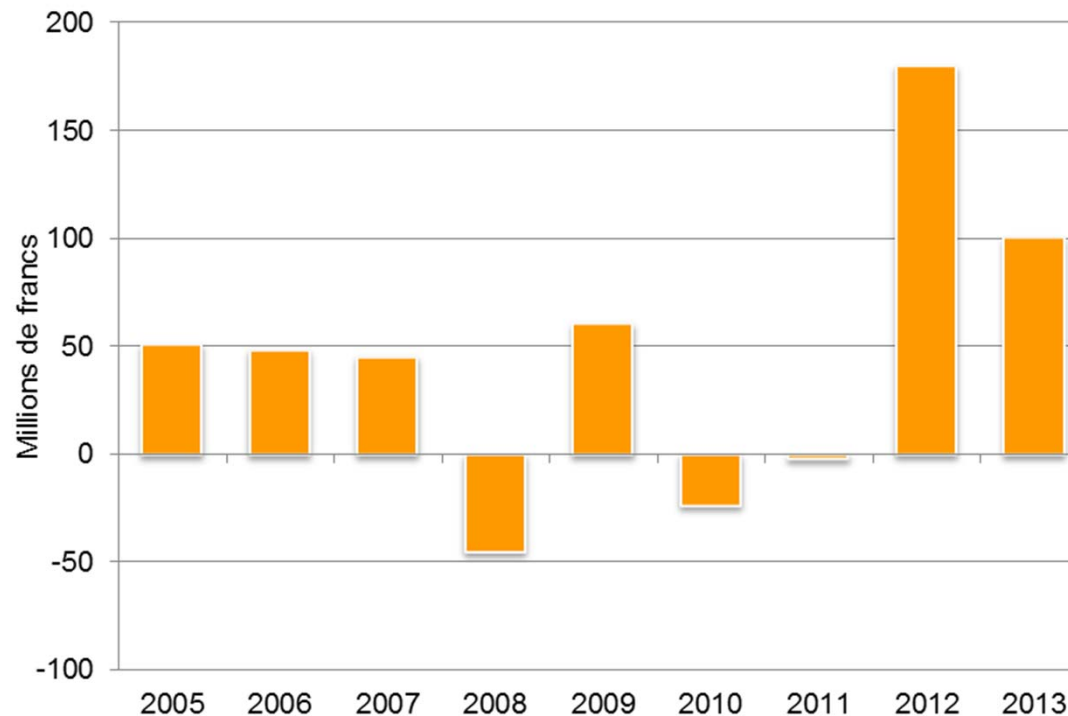


Changement de méthode : reliquats d'impôts

Nouvelle méthode consistant à allonger progressivement de 2012 à 2014 la période d'estimation des impôts PP et PM

Objectif : supprimer la volatilité des revenus liés aux reliquats +/- 50 millions, dans le contexte du frein au déficit

Les comptes des exercices 2012 et 2013 génèrent des revenus non récurrents liés à la diminution du stock de reliquats (120 millions en 2013) :



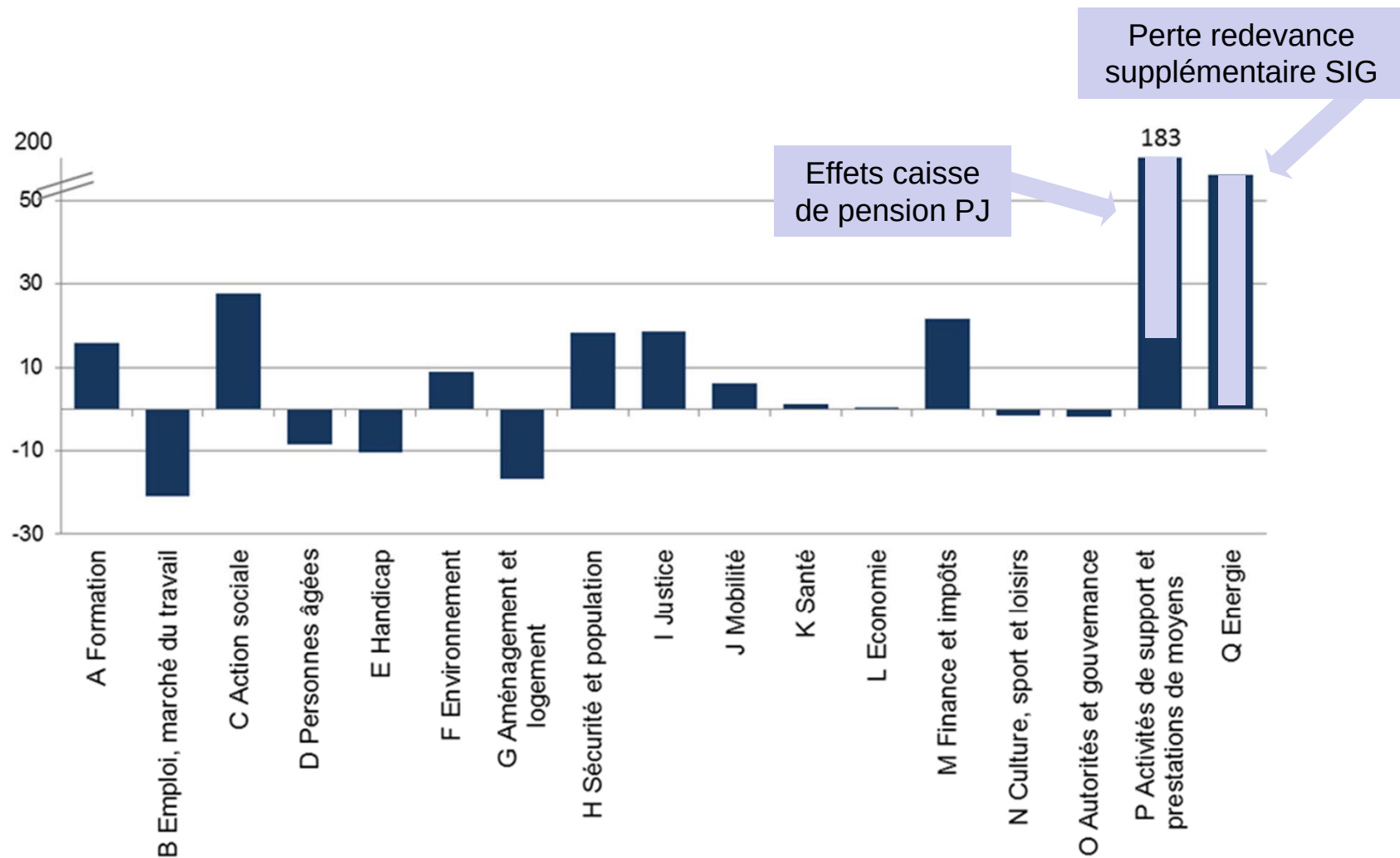
Evolution des charges

en millions de francs

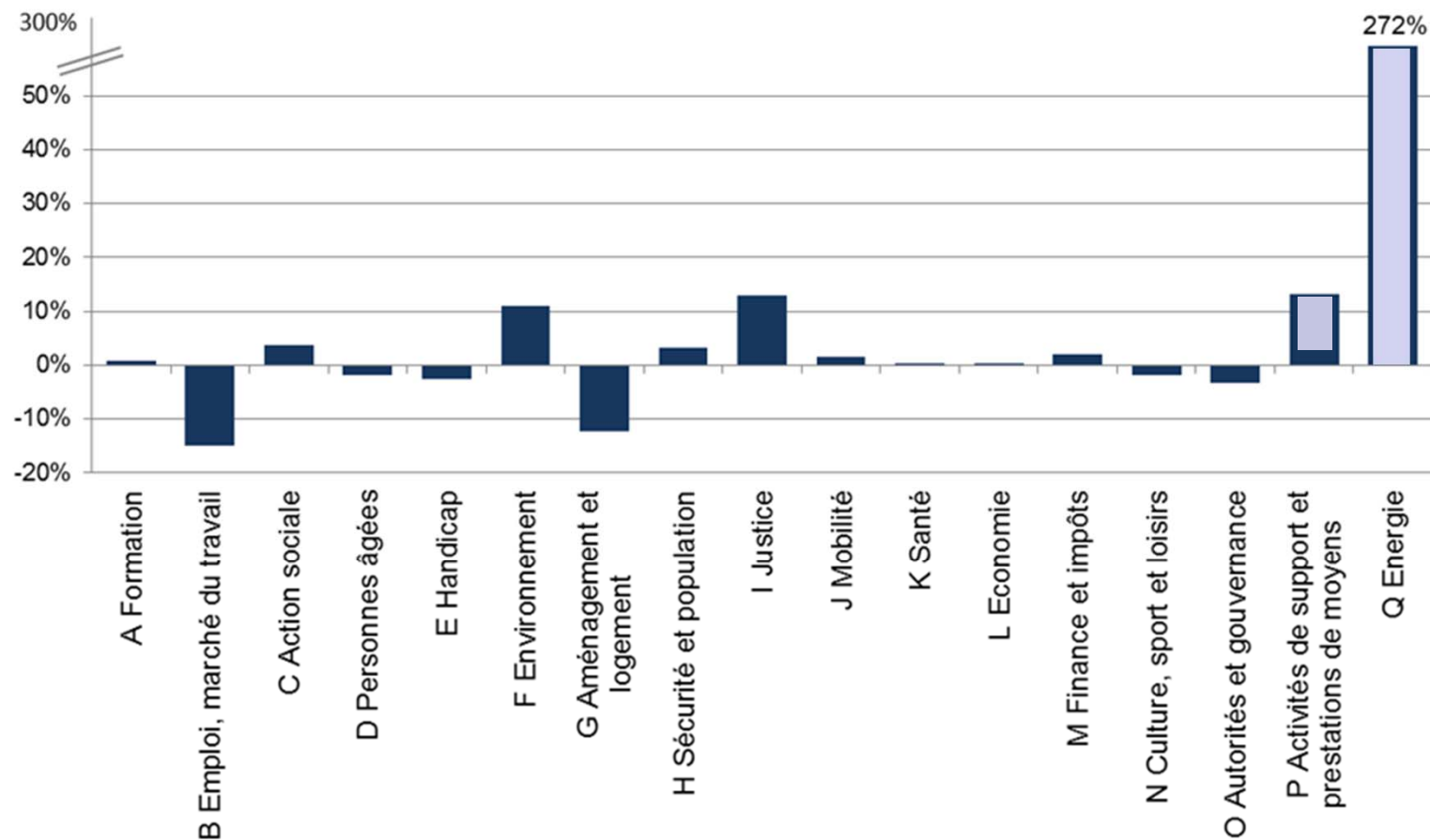
Comptes individuels	Comptes 2012	Budget 2013	Comptes 2013
Charges de personnel	2'167	2'238	2'236
Dépenses générales	432	440	435
Subventions accordées	3'751	3'793	3'802
Transferts et dédommagements	684	727	719
Autres charges	1'578	1'364	1'629
Charges d'exploitation	8'613	8'563	8'821
Charges financières	293	262	302
Charges totales	8'905	8'825	9'123

Variation des charges par politique publique

(en millions de francs)

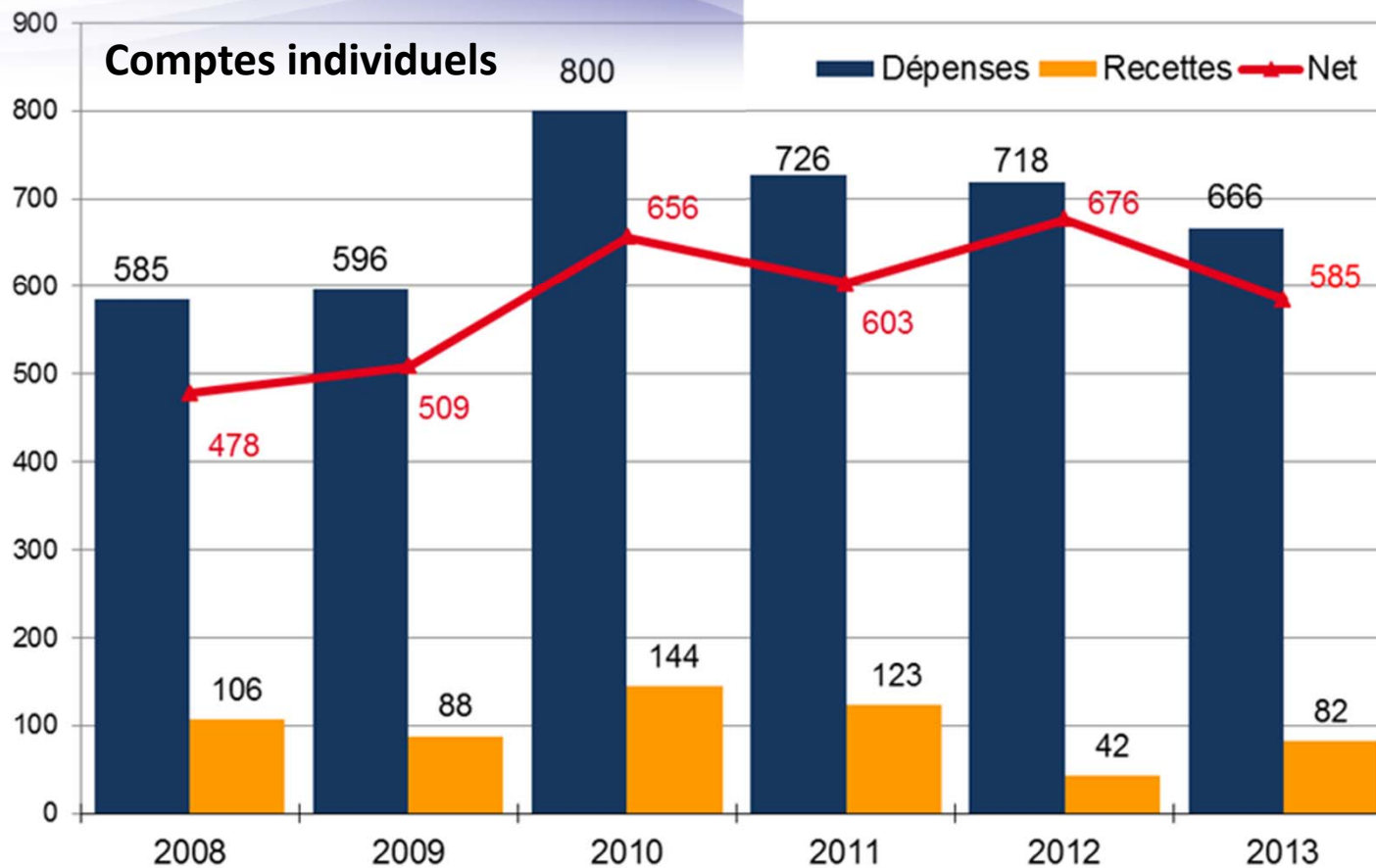


Variation des charges par politique publique (en %)

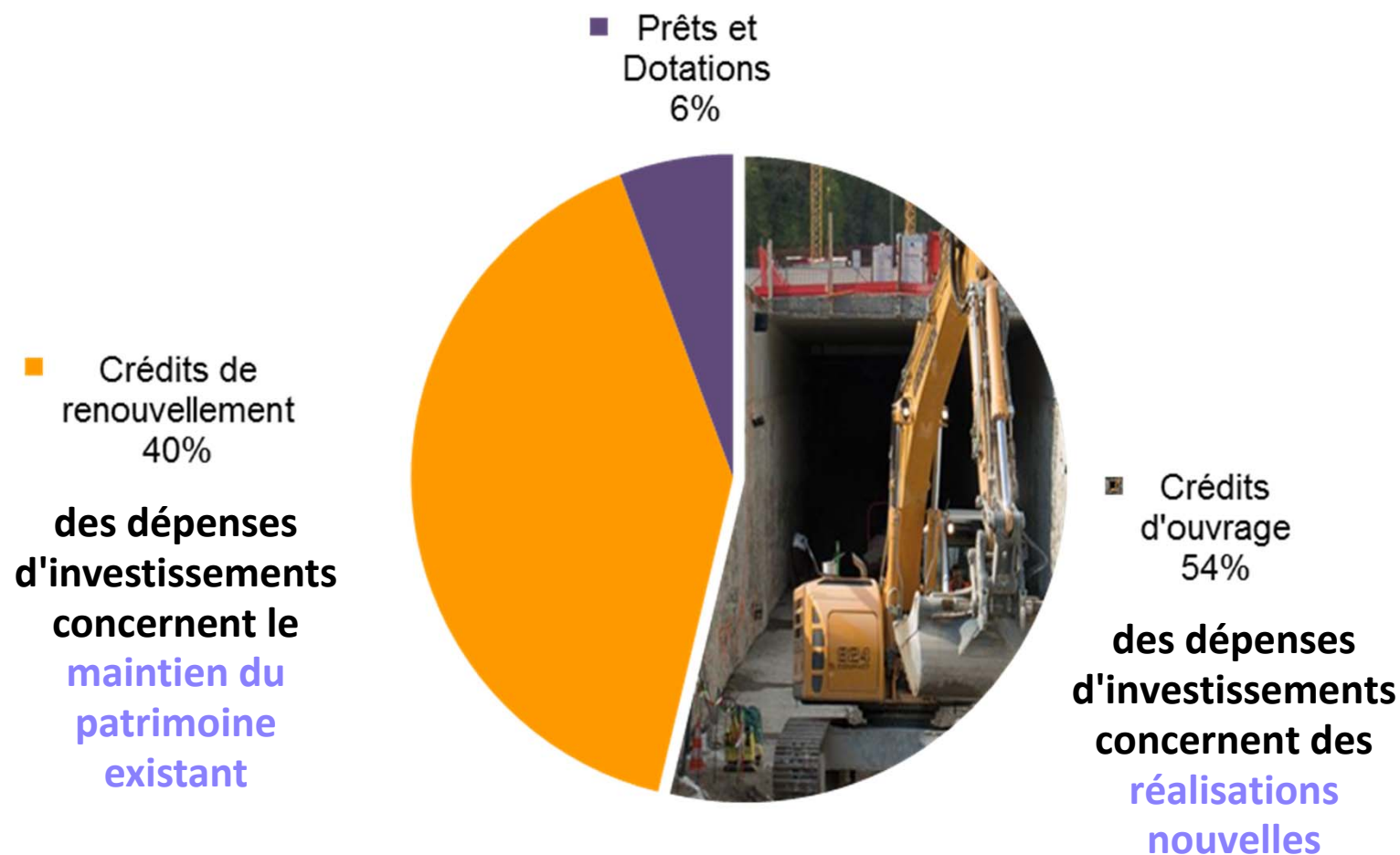


Maîtrise des investissements

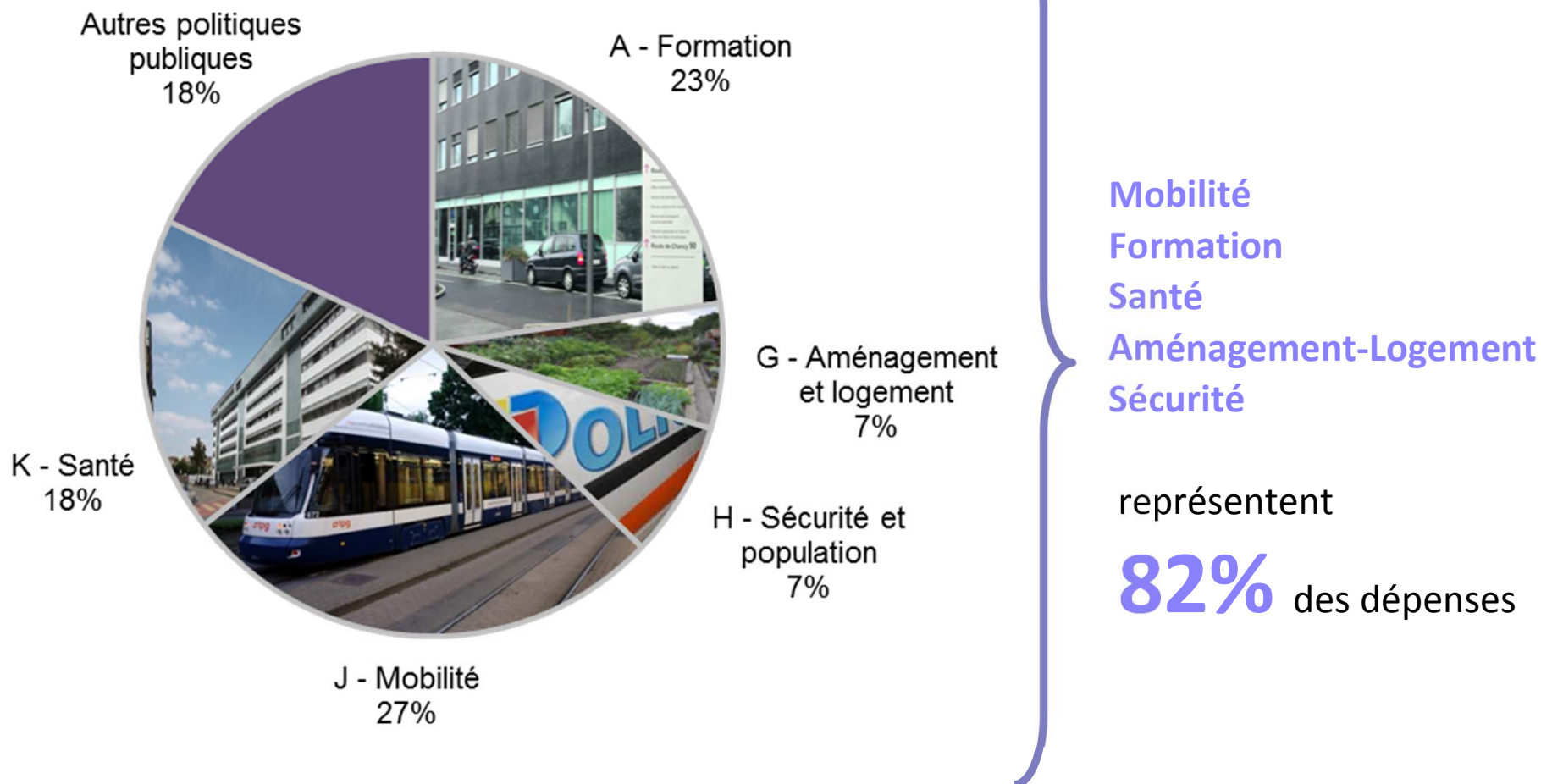
en millions CHF



Catégories d'investissements



Investissements par politique publique





Comptes consolidés



Les états financiers consolidés en bref

en millions CHF	2012	2013
Revenus	11'057	11'194
Charges	12'003	10'941
Résultat net	-946	253
Investissements nets (trésorerie)	-1045	-875
Dette financière	14'860	15'809

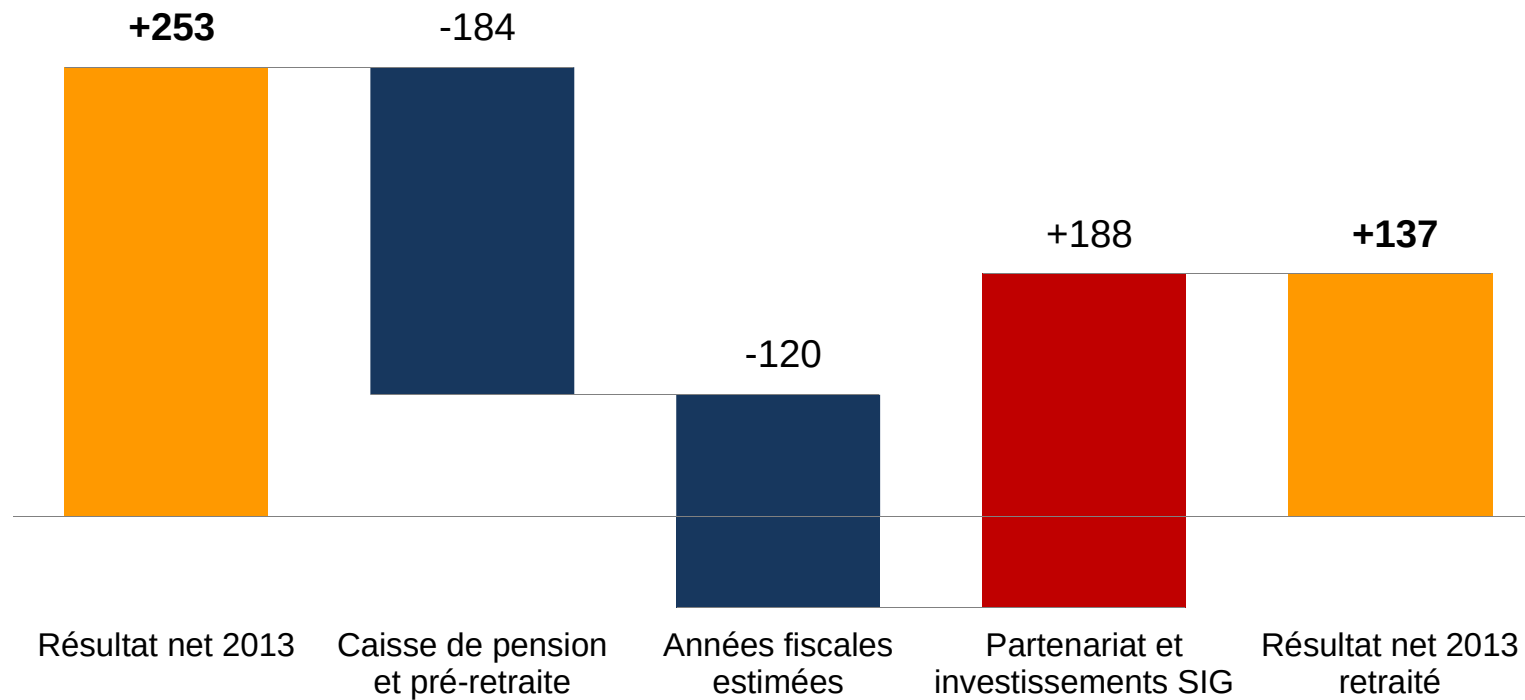
Déficit 2012 dû aux provisions pour la recapitalisation des caisses de retraite (1.3 milliard) et à la dépréciation d'Alpiq (116 millions)

Bénéfice 2013 de 253 millions grâce aux contributions de Genève Aéroport, des filiales de SIG et à des éléments non récurrents

La **dette financière consolidée** augmente de 949 millions

Résultat consolidé

Résultat net 2013 retraité des éléments non-récurrents



Conclusion : les constats...

1. Les comptes 2013 sont positifs grâce à certaines circonstances favorables, ce qui éloigne provisoirement le spectre du mécanisme légal de frein au déficit. Toutefois, hors éléments non récurrents, le résultat demeure négatif
2. Les investissements, bien que maîtrisés, ne sont pas autofinancés, ce qui induit une augmentation de la dette et le risque d'activation à moyen terme du frein à l'endettement prévu dans la loi (LGAF)
3. La seule manière de maîtriser la dette est d'augmenter le résultat de fonctionnement de l'État pour autofinancer les investissements prioritaires. Or, il faut actuellement viser un excédent de l'ordre de 300 millions pour autofinancer les investissements
4. Les mesures pour améliorer l'estimation des revenus fiscaux dans les budgets font que les correctifs positifs seront à l'avenir moins élevés dans les comptes
5. La marge de manœuvre des autorités sur les dépenses est limitée par l'importance des charges contraintes et par les investissements impératifs

... et les défis

1. La maîtrise de la dette est une priorité du Conseil d'État, également posée dans la loi (LGAF)
2. La tâche des autorités est compliquée par de nouveaux défis : réforme de la fiscalité des sociétés et incertitudes consécutives au vote du 9 février
3. Des choix devront être faits. Ils sont potentiellement douloureux, mais indispensables pour garantir la prospérité durable de notre canton
4. Le Programme de législature 2014-2018 définira les moyens à mettre en œuvre pour faire face aux défis
5. Le Conseil d'État examine toutes les pistes, sans tabous



Questions...